



Les implications régionales et internationales de la Crise nucléaire iranienne

Christophe REVEILLARD*

P principal État chiite du monde musulman, seul pays pétrolier bénéficiant à la fois des ressources en pétrole du golfe Persique et de la Mer caspienne, berceau de civilisation universelle, point de passage extraordinaire entre les mondes arabe, turc, indien et russe, l'Iran se distingue à ce niveau régional par une politique nationale contemporaine singulière usant alternativement de la confrontation paroxysmique et de la recherche de la stabilité, qui n'entre pas dans le *processus* de normalisation occidentale, à forte imprégnation anglo-saxonne, prévu pour cette région.

La situation régionale

Avec une superficie totale de 1 648 000 km² (17^e rang au niveau mondial), soit trois fois la superficie de la France, une population d'environ 70 millions d'habitants (16^e rang au niveau mondial et avec la Turquie et l'Égypte, un des trois pays les plus peuplés du Moyen-Orient), l'Iran se situe parmi les vingt premiers pays du monde. Il se distingue également avec des frontières terrestres et maritimes longues de plus de 7 500 km avec une quinzaine d'États, dont 5 440 km de frontières terrestres, 2 440 km de côtes s'étendant le long du golfe Persique et la mer d'Oman, et 740 km le long de la mer Caspienne. Il possède donc déjà par sa seule existence une force d'inertie de dimension au moins régionale. Le monde iranien subit donc des influences régionales et en retour agit forcément en profondeur sur la réalité économique, stratégique, diplomatique et culturelle de son espace régional constitué des trois ensembles : Asie centrale, Moyen-Orient, golfe Persique ouvert sur l'océan indien. Ces

ensembles peuvent, selon le système de représentation choisi, recéler autant de menaces que d'opportunités pour la stratégie iranienne.

Si l'Iran appartient effectivement au monde musulman, il est avec l'Irak et Bahreïn l'un des seuls pays où les chiites sont majoritaires. De plus si l'on considère les populations des seuls Etats riverains du golfe Persique, il se compose d'une majorité de 70 % de chiites (Iran, Irak, Bahreïn plus les minorités du Golfe) qui s'opposent au sunnisme radical de l'Arabie Séoudite. Or, plus que l'appartenance ethnique, c'est le facteur religieux qui est déterminant en Iran : « Le Chiisme est le ciment de l'unité nationale. La véritable fracture iranienne réside entre la majorité chiite (89 %) et la minorité sunnite (environ 10 - 15 %) de la population qui rassemble les Kurdes, les Baloutche, les Turkmène). Contrairement aux autres minorités religieuses (Chrétiens, Juifs et Zoroastriens) qui ne forment que 1 % de la population, les sunnites sont une minorité sans statut particulier sous la République islamique ».

Le chiisme iranien est un ciment national. La religion a joué un rôle déterminant dans l'histoire intérieure ainsi que dans la formation de son identité nationale. Ces liens ne datent pas de la période islamique mais remontent loin dans l'histoire de la Perse ancienne. La religion a été tour à tour alliée et protectrice du pouvoir établi ou à l'inverse s'est érigée en courant d'opposition et de contestation de l'ordre politique en place. Les raisons du choix du chiisme comme religion d'Etat sont multiples : parmi ces raisons on peut mentionner l'évolution de l'ordre religieux des Séfévides lui-même vers le chiisme, la prédisposition d'un certain nombre de communautés iraniennes déjà acquises au chiisme, la recherche d'un particularisme persan pour marquer la différence de l'Iran par rapport à son environnement géopolitique et surtout par rapport à l'empire ottoman. L'actuelle orientation stratégique de l'Iran serait la recherche d'une sortie de ce qu'elle considère comme son encerclement et les trois ensembles Asie centrale, Moyen-Orient, golfe Persique ouvert sur l'océan indien peuvent, selon le système de représentation choisi, recéler autant de menaces que d'opportunités pour la stratégie iranienne. Ainsi, d'un point de vue défensif, Téhéran peut considérer que sa crainte pathologique et schizophrénique trouve confirmation notamment par son encerclement militaire issu du positionnement américain (Afghanistan, Irak,

Golfe, Caucase). Mais également et ce, offensivement, Téhéran joue actuellement de son influence directe sur ces théâtres de crise pas tous stabilisés, loin s'en faut, par Washington. C'est ici que la montée en puissance de la crise nucléaire est constitutive d'une instrumentalisation qui livre ses effets notamment dans le cadre de la sécurité régionale. La singularité iranienne se révèle dans le fait que pays charnière, carrefour d'influence, de communications, point de passage placé à l'intersection de mondes distincts, il peut soit jouer un rôle de stabilisation pour les Occidentaux, soit attiser l'exacerbation des crises. L'exception iranienne contribue à lui donner à l'échelle régionale et internationale une haute teneur géopolitique. La situation géopolitique du pays est celle, à la chinoise, d'un empire du milieu. Cette représentation aura forgé un sentiment de cohésion nationale qui transcende encore pour l'instant le besoin de réforme. C'est pourquoi, la République islamique sait jouer de la dialectique de l'alliance de la révolution avec la défense de l'indépendance nationale et du développement scientifique. Le bouleversement récent de la situation en Irak a provoqué un renversement stratégique d'ampleur. Si l'invasion américaine de l'Irak a achevé l'encercllement du territoire iranien par des forces occidentales, l'Iran voit, avec la chute des Talibans et du parti *Baas* irakien, l'élimination de deux menaces à ses frontières ; élimination qui provoque en retour le regain de son influence en Afghanistan et en Irak. Gain stratégique majeur confirmé en Irak, puisque aucun pays ne bénéficie en Irak d'une influence comparable à celle de l'Iran. Les principaux foyers de crise sur lesquels l'action de l'Iran entretient une influence certaine sinon décisive sont les opérations de guerre en Irak, en Afghanistan, le positionnement du *Hezbollah* libanais, du *Hezbollah* turc, le *processus* de paix israélo-palestinien, la sécurité dans le golfe Persique, le marché du pétrole dont la région compte parmi les plus grands producteurs, le soutien aux mouvements radicaux internationaux, etc. C'est précisément parce que l'Iran se trouve au cœur de tous les changements majeurs intervenus au Moyen-Orient au cours du XX^e siècle qu'il est désormais au cœur de la stratégie américaine dans la région.

Cette puissance d'ordre régional se décline également dans le cadre énergétique puisque Téhéran est le plus grand fournisseur de pétrole de la Chine (13 % de ses importations), laquelle, deuxième importateur de pétrole au monde après les Etats-Unis, voudrait approfondir une diversification

de son approvisionnement en hydrocarbures qui soit relativement autonome sinon indépendante de la mainmise américaine. L'Iran est idéalement placée puisque quatrième producteur mondial de pétrole, elle en possède 11 % des réserves, ce qui la place au deuxième rang mondial, et 15 % des réserves de gaz (dont la moitié est concentrée dans des gisements *off shore* du golfe Persique), au deuxième rang mondial après la Russie. À l'ambiguïté des relations avec les Etats-Unis, s'oppose la relation commerciale privilégiée entretenue par l'Iran avec les pays d'Europe occidentale, le Japon, la Corée du Sud et la Chine, celle particulière avec la France et le groupe TotalElfFina malgré le dispositif d'embargo américain. Si l'on considère à l'échelle régionale la perspective d'un embargo pétrolier, assurément redoutable pour Téhéran, elle risquerait cependant fort de faire renaître pour les Etats européens et asiatiques clients de l'Iran la tentative de contrôle américain sur leur approvisionnement en hydrocarbure puisque l'alternative au pétrole iranien ne ferait qu'augmenter leur dépendance à l'égard des Etats-Unis. Il faut ajouter une arme supplémentaire à la panoplie de Téhéran qui est celle de l'exigence d'un basculement des règlements pétroliers et des réserves en euros. Le français TotalFinaElf s'est implanté en 1951 dans le consortium nationalisé par le gouvernement Mossadegh. Total s'est maintenu et a ouvert des champs de gaz (l'immense gisement de Pars Sud dans la partie centrale du golfe Persique à 100 km des côtes iraniennes) et de pétrole notamment en raison du contexte très favorable créé par les positions de la France démarquée des Etats-Unis concernant : 1/ les lois d'Amato condamnée par la France ; 2/ l'évacuation des hydrocarbures de la Caspienne dont la France n'a jamais exclu l'Iran. On évoque les investissements de Gaz de France et d'Areva. Le pétrole et le gaz ont marqué l'évolution économique du XX^e siècle et resteront « un facteur déterminant de l'histoire de l'Iran tout au long du XXI^e siècle [véritable puissance énergétique et deuxième producteur de l'OPEP]. Officiellement les réserves prouvées de l'Iran en 2001 étaient de l'ordre de 9 % du total mondial et de 13,1 % de celles du Moyen-Orient, ce qui représente près de 70 années de production au rythme actuel. Avec 15 % des réserves mondiales de gaz naturel et 44% de celle du Moyen-Orient, l'Iran se place au deuxième rang mondial juste après la Russie ». Mais il faut considérer cependant que l'économie iranienne est dépendante : 80 % des exportations proviennent du secteur énergétique lesquelles représentent 50 % du budget de l'Etat. L'économie est donc excessivement dépendante des fluctuations des cours.

Le cadre diplomatique

Le cadre diplomatique bi- et multilatéral de Téhéran lui permet, avec l'Arménie du président Kocharian en contrepoint de la montée en puissance de l'Azerbaïdjan dans le premier cas et l'admission comme « observateur » à l'Organisation de coordination de Shanghai (OCS) dans le second, la démultiplication des effets de la stratégie choisie qui rend difficile la pression et relativise les effets de la menace sous peine de la voir provoquer par contagion l'internationalisation de la crise à une plus grande échelle encore. L'OCS entre maintenant dans une nouvelle phase de développement lors du dernier sommet du 15 juin 2006. Les six pays membres (Chine, Russie, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan et Ouzbékistan) ont signé une dizaine d'accords sur la lutte anti-terrorisme mais également sur des questions d'éducation et de coopération commerciale et financière. Etait présent encore en tant qu'observateur avant adhésion, le président Mahmoud Ahmadijéjad (qui a évoqué le renforcement d'un « arc pétrolier et gazier russo-iranien ») ainsi que trois autres pays observateurs (la Mongolie, l'Inde et le Pakistan). L'OCS regroupe donc quatre puissances nucléaires que sont la Russie, la Chine, l'Inde et le Pakistan, qui, si on les regroupait de façon factice bien sûr, représenteraient une masse géostratégique mondiale considérable, une sorte de bloc s'étendant du détroit de Béring aux frontières de l'UE en passant par la Russie, traversant la Chine puis l'Inde pour aboutir au Pakistan et atteignant l'Iran qui arriverait aux frontières de l'Irak, passant le détroit d'Ormuz et aboutissant au golfe Persique.

La question nucléaire

Il est évident que la question nucléaire -qui devrait se résoudre à la seule question de la maîtrise légitime des technologies nucléaires civiles dans le cadre du TNP- est une arme de pression internationale à vocation déclaratoire tant du côté américain qu'iranien. Pour Washington, elle permet de justifier régionalement l'encerclement militaire de l'Iran, la tentative de sa mise au ban des nations, son soutien aux *Moujahidines* du Peuple de Maryam Radjavi, la poursuite de la campagne planétaire contre le terrorisme, le prix du contournement gazier et pétrolier, le resserrement

de son influence sur les régimes arabes du Golfe pour prix de leur sécurité, le maintien du projet de Grand Moyen-Orient, le soutien systématique à Israël, etc.

Pour Téhéran, cette tension lui permet de développer l'image pionnière d'une puissance régionale grande productrice d'hydrocarbures en quête d'indépendance énergétique par la diversification de ses sources de production. Mais elle lui donne également le pouvoir d'inquiéter ses voisins hostiles proches par l'incertitude lié à l'enrichissement d'uranium, prélude au développement potentiel du nucléaire militaire. Cette incertitude provoque également l'inquiétude de la puissance tutélaire, garante de la stabilité géopolitique et de la sécurité des approvisionnements énergétiques de la région, de voir une authentique prolifération être la possible conséquence du choix nucléaire iranien.

La radicalisation déclaratoire permet au régime de Téhéran de justifier l'éventuelle escalade des menaces sur plusieurs théâtres régionaux tels que la réactivation du *Hezbollah* libanais, la renaissance d'une résistance anti-américaine de grande ampleur en Afghanistan, la pression maximale sur le Kurdistan, l'unification des diverses tendances chiites en Irak mais pas dans le sens des projets américains, de celles du Golfe (au Barhein et les nombreuses minorités de l'arc chiite) le minage du détroit d'Ormuz (passage de 20% de la production mondiale de Brut), la déstabilisation du Golfe par des manœuvres d'intimidation à destination de l'Arabie Séoudite et des Émirats Arabes Unis, notamment après la relance par ces derniers de la question sensible de la possession des îles Tumb. Il est nécessaire de rappeler que la moitié des 15 % des réserves mondiales de gaz que l'Iran possède, est concentrée dans des gisements *off shore* du golfe Persique.

De plus, il existe une caractéristique d'interdépendance stratégique et diplomatique qui illustre l'ambiguïté des rapports entre Téhéran et Washington. Ce qui implique de considérer l'ensemble des paramètres géopolitiques inhérents au jeu des deux pays. Ainsi, par exemple, si l'on considère la perspective d'un embargo pétrolier, assurément redoutable pour Téhéran, elle risquerait cependant fort « d'apparaître aux yeux des nations européennes et asiatiques clientes de l'Iran comme un projet

américain, voire un complot américain susceptible de se révéler préjudiciable aux partenaires et aux alliés de l'Amérique, ceux-là même dont aujourd'hui l'Amérique a un besoin vital dans le règlement du dossier iranien. En effet, il ne peut y avoir pour les clients de Téhéran d'alternative au pétrole iranien qui n'augmente leur dépendance à l'égard des Etats-Unis. Aussi sincère soit-elle, la détermination des Etats-Unis peut rapidement mener à un isolement américain sur le dossier iranien. Le champ économique a la forme d'un cercle vicieux. Il révèle des fragilités aussi bien dans la structure de la République islamique qu'au cœur même de la solidarité occidentale ».

Mais évidemment, rien n'égale de son point de vue, l'avantage que crée l'incertitude liée à sa capacité de frappe nucléaire. Stratégiquement en effet, l'éventuelle « nucléarisation » des ogives du *Shahab 3* permettrait à l'Iran de menacer par une portée de 1300 km tout un ensemble régional de grande ampleur tel que la Turquie, Israël, l'Arabie Séoudite, le Pakistan et l'Afghanistan dans leur ensemble mais également les forces américaines positionnées dans la zone du golfe Persique, une partie du sous-continent indien, du Kazakhstan et la Russie, les *Scud B* et *C* n'ayant jusqu'à présent « qu' » une portée successivement de 300 et 600 km. En 2003, l'Iran est parvenu à faire dériver du *Nodong* nord-coréen son missile *Shahab 3* d'une portée de 1300 km et des versions 3 et 4 sont actuellement à l'étude pour des portées de 2000 à 5000 km. En réalité, les iraniens disent s'en tenir pour l'instant au *Shahab 3* en matière militaire, mais ils veulent poursuivre leur programme balistique purement civil pour la mise en orbite de satellites et espèrent le faire avec leur propre technologie de lancement.

Or, l'Arabie Séoudite s'est dotée de fusées de longue portée auprès des Chinois pour faire contrepoids à celles iraniennes mais aussi israéliennes.

On le voit, la dissuasion atomique est liée à l'omniprésence américaine dans cet environnement régional à risque, d'autant que l'Administration Bush avait multiplié ces derniers temps les menaces d'attaques sélectives à l'aide de bombes antibunker essentiellement sur les usines de transformation de l'uranium de Natanz et d'Arak. Ainsi, les

Etats-Unis ont-ils jusqu'à ces derniers mois privilégiés la planification du tir nucléaire contre l'Iran tout en contribuant activement depuis ces dernières années à la nucléarisation du Moyen-Orient.

Dans ce jeu d'asymétrie où qui perd gagne, les Etats-Unis n'ont pas intérêt à poursuivre une montée en puissance exponentielle de la tension qui fait douter leurs alliés régionaux notamment au regard de l'échec et de l'enlisement de l'opération en Irak. La dépendance se paie au prix de la sécurité et celle-ci doit exclure l'incertitude. La puissance de l'Iran lui permet de créer à l'échelle régionale cette incertitude qui est un défi à la tentative d'ordre américain sur la zone.

* Membre de l'Ecole doctorale II de l'Université Paris-IV Sorbonne est directeur du séminaire de géopolitique au Collège interarmées de défense (CID) à l'Ecole militaire (Paris).

